SESSION SPÉCIALE DU BAC

Sous le signe de l'absentéisme

Pas de surprise pour ce deuxième jour des épreuves du baccalauréat spéciales retardataires. Les candidats convoqués pour cette session ont préféré boycotter ces épreuves en masse. Ils sont entre 10 à 15% à se présenter à cette session, selon les syndicats. Le ministère de l'Education a évalué le taux des absences à 75,66 % du total des inscrits, pour le jeudi, premier jour des épreuves.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les surveillants ne sont plus étonnés de se retrouver dans des salles d'examens vides. D'ailleurs, ils sont nombreux à être libérés depuis jeudi soir en raison d'absences de candidats. La situation n'a pas changé depuis.

Avant-hier, samedi, deuxième jour des épreuves, les salles étaient toujours quasi-vides. Les enseignants surveillants sont, d'ailleurs, en colère. Ces derniers sont sensés être déjà en congé. «Nous nous sommes retrouvés trois à quatre surveillants par classe à surveiller deux ou quatre élèves, c'est une aberration, ils nous ont gâchés nos vacances, alors que les candidats ont décidé de boycotter ces épreuves», dénoncent des enseignants.

Une situation à laquelle les syndicats du secteur ont déjà averti et dénoncé. La solution, selon eux, c'était d'organiser une session de rattrapage en septembre au profit des recalés de la session de juin et des retardataires. Leurs prévisions étaient justes. Puisque selon leur analyse les candidats libres, qui représentent la majorité des absents de la première session, seront aussi absents durant cette session. Au total, 104 036 candidats sont inscrits à cette session spéciale à travers le territoire national, dont 10 082 candidats scolarisés et 93 954 candidats libres.

Selon Messaoud Boudiba, chargé de l'information au Cnapest le taux de présence se stabilise actuellement entre 10 à 15%. Ils sont en moyenne 10 000 candidats à répondre présents sur le territoire national. Ce sont les candidats qui sont initialement, dit-il, des retardataires et non pas des absents de la première session. Le ministère de l'Education ne contredit pas les déclarations des syndicats, avec quelques différences entre les chiffres des uns et des autres. Les syndicats ont annoncé que le taux des absentéistes, au premier jour des épreuves était de 85%.

Le directeur de l'enseignement secondaire et technologique au ministère de l'Education nationale a indiqué, dans une déclaration, hier, à l'APS que le premier jour de la session spéciale du bac 2017 a été marqué par l'absence de 78 672 candidats. Soit un taux de 75,66 % du total des inscrits à cette session spéciale.

Photo : DR

Un véritable fiasco.

Selon lui, le plus grand taux d'absence lors de la session spéciale du baccalauréat a été enregistré chez les candidats libres.

Un taux prévisible, selon M. Attoui qui dit que les candidats absents à cette session spéciale seront exclus, quel que soit le motif de leur absence. Selon lui, la catégorie des candidats libres comprend des fonctionnaires, des étudiants universitaires ainsi que des élèves recalés. Leur absence à cette session, justifie-t-il, peut être due à des engagements ou à un manque de préparation.

L'intervenant a souligné, par ailleurs, que les notes des candidats ayant passé les épreuves du bac entre le 11 et le 15 juin dernier sont au niveau des centres de correction.

S. A.

Calendrier de la rentrée scolaire 2017-2018

Le ministère de l'Education a publié le calendrier de la prochaine rentrée scolaire 2017-2018. Ainsi, la rentrée des classes pour les élèves est fixée pour le 6 septembre prochain. Le personnel enseignant, lui, fera sa rentrée le 4 septembre. La date de reprise de l'administration est fixée pour le 30 août.

S. A.

ABSENCE DE ALI HADDAD ET DU SG DE L'UGTA À L'ACTIVITÉ DE TEBBOUNE

Le patron du FCE se confine dans le silence

Ali Haddad s'est refusé à tout commentaire hier suite à l'incident qui s'est produit samedi lors de la visite du Premier ministre à l'Ecole supérieure de la sécurité sociale. Des informations font cependant état d'une grande frustration mais aussi d'appréhensions au sein du FCE quand aux conséquences que pourrait avoir un tel événement.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - «Je suis en déjeuner et je n'ai aucun commentaire à faire». Courtois mais néanmoins ferme, Haddad nous oriente vers le service de presse du FCE qui demeure injoignable.

L'affaire qui secoue une nouvelle fois le Forum des chefs d'entreprise n'est pas des moindres. Samedi lors d'une sortie sur terrain à travers la capitale, Abdelmadjid Tebboune s'arrête donc à l'Ecole supérieure de la sécurité sociale où une cérémonie de remise de diplômes est prévue. Le patron du FCE est sur place avec d'autres invités.

Avant même son entrée dans la salle, Tebboune informe le ministre du Travail et de la Sécurité sociale que la présence de Haddad est indésirable. Le concerné quitte les lieux en compagnie du secrétaire général de l'UGTA. La sortie de ce dernier surprend. Geste de solidarité, mesure de précaution ou a-t-il tout simplement été lui aussi destinataire du même message ?

Dans la salle les supputations vont bon train, mais l'attention reste focalisée sur le cas Haddad. En moins d'une année, celui-ci se fait en effet pour la seconde fois malmener publiquement par de hauts responsables de l'État.

En décembre dernier, Sellal avait quitté le forum économique africain

Photo : Samir Sid

au moment où celui-ci s'apprêtait à prendre la parole. L'ex ministre des Affaires étrangères et tous les officiels présents ont fait de même. Adroitement, Haddad et le FCE parvenaient tout de même à étouffer l'affaire en la mettant sur le compte d'un problème d' organisation. Le Forum des chefs d'entreprise lui renouvelle sa confiance lors des élections qui suivent.

L'incident est oublié. Mais samedi, une autre affaire surgit. Un certain malaise règne depuis au sein de l' organisation. Les plus impliqués tentent de comprendre, s'interrogent sur un geste qui dit-on pourrait découler d'une ancienne rancoeur datant de l'époque Sellal.

Les interrogations sont nombreuses, les appréhensions aussi. D'ores et déjà, les craintes de ne pas être conviés aux prochaines tripartites et autres événements économiques se font ressentir.

Mais Haddad et le FCE préfèrent éviter la polémique pour l'instant. L'avenir du Forum en dépend.

A. C.

Sidi Saïd, arbitre ou partie ?

Que s'est-il réellement passé avant-hier, au niveau de l'Ecole supérieure de la sécurité sociale (ESSS), à quelques minutes de l'arrivée du Premier ministre, deuxième point de sa tournée algéroise ? Si le patron du FCE a été invité par les services du protocole du Premier ministère via le département du travail à quitter la salle avant l'arrivée de Abdelmadjid Tebboune, qu'en est-il alors du «cas» du secrétaire général de l'UGTA ? Explication.

Abder Bettache - Alger Le Soir) - Outre sa vive colère exprimée à l'adresse des responsables de l'entreprise chinoise en charge de la construction de la Grande-Mosquée d'Alger, l'autre fait marquant ayant caractérisé la première sortie sur le terrain de Abdelmadjid Tebboune reste incontestablement l'ambiance particulière qui avait régné au niveau de l'Ecole supérieure de la sécurité sociale sise à Ben Aknoun. Il s'agit du second point sur les quatre prévus dans la tournée du Premier ministre au niveau de la capitale, ce samedi 15 juillet 2017.

En effet, si tout le monde s'accorde (presse et observateurs) pour affirmer que le patron du FCE a été réellement invité à quitter la salle et ne pas prendre part à la cérémonie de sortie de promotion des diplômés de l'Ecole supérieure de la sécurité sociale, le cas du secrétaire général de l'UGTA a soulevé lui aussi plusieurs questions. Selon plusieurs comptes rendus de presse, Abdelmadjid Sidi Saïd, qui était au départ présent dans la salle, avait brillé par son absence à quelques minutes de l'arrivée du Premier ministre. Question : le secrétaire général de l'UGTA était-il, lui aussi, «invité» à quitter la salle, au même titre que le président du FCE ?

Contacté par nos soins pour avoir son avis sur la question, Abdelmadjid Sidi Saïd était injoignable, en ce premier jour de semaine. Il n'en demeure pas moins que plusieurs sources présentes ce samedi sur les lieux ont soutenu tout à fait le contraire «de ce qui a été rapporté par la presse». «Comme à son habitude, dans cette affaire, le secrétaire général de l'UGTA a joué à l'apaisement», s'est contenté de nous expliquer une source proche de la centrale syndicale, qui a voulu garder l'anonymat.

Une autre source, celle-là sûre et proche du département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, avance d'autres informations qui complètent celles soutenues par la source syndicale. Elle explique : «Quelques minutes seulement après avoir été approché par les services du département du travail, l'invitant de quitter la salle sur "demande" des services du Premier ministère, le président du FCE, après hésitation et affichant une mine coléreuse prend la direction des sanitaires. La scène se déroulait à quelques mètres de Abdelmadjid Sidi Saïd. Ce dernier ayant constaté qu'une situation anormale vient de se produire, emboîte le pas à Ali Haddad et le rejoint au niveau des sanitaires». Pendant ce temps, les services s'impatientent de voir le président du FCE quitter les lieux avant l'arrivée du Premier ministre. L'ambiance risque de prendre une autre tournure, si le concerné ne quitte pas les lieux avant l'arrivée du Premier ministre. Dans le cas contraire, ce dernier risque de faire l'impasse sur la première escale de sa tournée, explique-t-on.

Vraisemblablement, le patron de l'UGTA a voulu s'enquérir de la situation. Selon d'autres sources,

Photo : Samir Sid

le président du FCE avait tenté «d'organiser» une résistance à la demande qui lui a été faite par les services du département du travail. Voulait-il engager un bras de fer avec le Premier ministre ? Voulait-il jouer aux prolongations et mettre de par sa présence tout le monde devant le fait accompli ? C'est en voulant sans aucun doute éviter ce scénario, que le secrétaire général a tenu à accompagner le patron du FCE à l'extérieur et par voie de conséquence briller lui aussi par son absence à cette cérémonie. «Une chose est certaine et vous pouvez la confirmer tant auprès du concerné, qu'auprès des services du Premier ministère : Abdelmadjid Sidi Saïd a joué le rôle du sage et a évité un clash certain !», a réitéré pour la seconde fois notre source.

Cela dit, au-delà de la demande de l'un ou de la réaction de l'autre, aujourd'hui une question se pose avec acuité : quel avenir pour le dialogue social ? Le pacte social conclu entre les trois parties (gouvernement-UGTA-patronat) est-il menacé ? Cette nouvelle donne s'inscrit-elle dans la perspective de la vision économique et sociale que prône le nouveau chef du gouvernement ?

A. B.